



“Time to Impeach”?

Par [De Defensa](#)

Mondialisation.ca, 22 décembre 2005

Dedefensa.org 22 décembre 2005

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Les déclarations publiques de GW Bush suivant les révélations très tardives (article non publié pendant un an) du *New York Times*, conduisent à ce constat de John Dean, rappelé par [WSWS.org](#): « *Bush instructed the NSA to bypass the FISA procedure, and reaffirmed that order on at least 30 occasions over the past four years, according to his own statements. As former Nixon White House aide John Dean observed over the weekend, Bush is thus the first president to publicly declare that he has committed an impeachable offense.* »

Non seulement GW a déclaré qu’il avait effectivement ordonné ces écoutes illégales mais il a précisé qu’il entendait poursuivre le processus ; il s’estime autorisé à le faire par l’autorisation du Congrès sur les pouvoirs de guerre, en 2002. Pour le vice-président Cheney, l’action du président participe également d’une volonté de rétablir les pouvoirs présidentiels dramatiquement réduits à l’occasion de scandale du Watergate. Le même texte de [WSWS.org](#) observe: « *As one legal expert, Professor Jonathan Turley of George Washington University, told the Washington Post, “The president’s dead wrong. It’s not a close question. Federal law is clear. I can’t believe anyone sincerely believes these arguments. This is really beyond the pale.” Turley added, “When the president admits that he violated federal law, that raises serious constitutional questions of high crimes and misdemeanors.”* »

Par ailleurs, le même texte auquel nous nous référons montre un très grand scepticisme quant à une action du Congrès devant ce qui est regardé comme un acte fondamentalement illégal. Cette action ne pourrait être que le lancement d’une procédure d’*“impeachment”* (destitution). [WSWS.org](#) note : « *Despite the brazen declaration by President Bush that he authorized illegal electronic eavesdropping on Americans and will continue to do so, in defiance of clear legislative prohibitions, the response in official Washington has been remarkably muted. There has been some verbal condemnation and calls for congressional hearings on the secret spying by the National Security Agency (NSA), but no serious consideration of the constitutional remedy for presidential lawbreaking: impeachment.* »

[WSWS.org](#), qui parle au nom des trotskistes pur et dur de la IV^{ème} Internationale, livre sur certaines questions, — notamment les questions institutionnelles US, — de remarquables analyses qui sont pourtant marquées dans leur conclusion politique des travers de l’idéologie, à cause d’une vision systématique d’une complicité active et d’une capacité coordinatrice hors de pair de toutes les forces de l’*establishment* washingtonien dans le but d’établir un État policier capitaliste. L’hypothèse du désordre, du désarroi, de l’incertitude n’est guère retenue par la vision délibérément idéologique. En général, c’est un tort.

A l’autre pôle des prévisions, — bien que situé tout de même à gauche, — on trouve des

commentateurs qui annoncent une marche inéluctable vers l'*impeachment*. John Nichols, de [The Nation \(par CommonDreams.org\)](#), estime au qu'un tel processus se trouve enclanché : « *As President Bush and his aides scramble to explain new revelations regarding Bush's authorization of spying on the international telephone calls and emails of Americans, the ranking Democrat on the House Judiciary Committee, has begun a process that could lead to the censure, and perhaps the impeachment, of the president and vice president.* » Ces observations sont renforcées par l'argumentation de certains commentateurs, affichant la nécessité de mettre en route le processus institutionnel: « *A Time to Impeach* », selon [Doug Ireland](#)

Un juge démissionne, [pour protester](#) contre le comportement du Président dans l'affaire des écoutes de la NSA. C'est un geste assez rare dans de telles circonstances, dans le système juridique américain tenu par une solidarité de classe et un sens du système inconnus ailleurs. C'est un autre signe de la gravité de la situation, et un autre signe de la confusion et du désarroi qui caractérisent cette situation: le système est-il suffisamment perverti pour qu'un juge n'y ait plus d'espoir de voir le processus juridique conduit à son terme, y compris (et précisément) contre le président, et qu'il ne voit plus d'autre issue pour sa conscience que la démission? La situation générale, que décrivent [Jim Lobe et Howard Fisher](#) à propos de la soi-disant "guerre contre la terreur", et par conséquent à propos de la situation à Washington, est bien celle d'une immense incertitude et d'un complet désarroi.

Ce catalogue de nouvelles incertaines, cette revue de presse sur les derniers développements qui eussent été en d'autres temps assez déstabilisants pour plonger Washington dans une crise immédiatement explosive, décrivent une situation étrange. Quoiqu'en dise *WSWS.org*, il nous semble qu'il y a bien d'autres raisons que la simple manigance habituelle du système pour hésiter devant la perspective de l'"*impeachment*". La situation générale établie par des politiques à la fois mensongères et illégales au nom d'événements qui, selon leurs auteurs, justifient de telles politiques, a créé un climat de complète contingence, où plus aucune référence fixe et précise ne peut plus être consultée.

Si la procédure d'"*impeachment*" n'est pas lancée, ce sera pour de bien mauvaises raisons, mais néanmoins des raisons impératives: ce sera parce que les dirigeants du Congrès, y compris démocrates, étaient informés à propos des écoutes secrètes depuis 2002 et qu'ils n'en ont rien dit ; ce sera parce que, si l'"*impeachment*" était mené à bien, on se trouverait devant l'épouvantable perspective d'un Cheney président, — lequel, avec cette position de force à la Maison-Blanche, pourrait envisager d'être candidat en 2008... Plus les événements surgissent et ajoutent de nouvelles révélations, de nouvelles lumières sur les premières années de la "guerre contre la terreur", plus grandit l'impression d'un blocage sans cesse plus verrouillé.

Howard Fineman, de [MSNBC et Newsweek](#), écrit le 21 décembre: « *...Which presents the disturbing image of the White House as a series of nesting dolls, with Cheney-Bush at the tiny secret center, sifting information that most of the rest of the people around them didn't even know existed. And that image, in turn, will dominate and define the year 2006 — and, I predict, make it the angriest, most divisive season of political theater since the days of Richard Nixon. We are entering a dark time in which the central argument advanced by each party is going to involve accusing the other party of committing what amounts to treason. Democrats will accuse the Bush administration of destroying the Constitution; Republicans will accuse the Dems of destroying our security.* »

C'est effectivement la perspective à retenir: menace d'"*impeachment*" mais pas

nécessairement d'“*impeachment*”, ni même de débat formel sur l'“*impeachment*”n sur fond d'élections (en novembre 2006) qui se prépareront à couteaux tirés. La guerre civile washingtonienne est commencée. La seule sauvegarde du régime, la seule attitude raisonnable et mesurée serait effectivement une procédure d'“*impeachment*”, rétablissant les normes légales, remettant les multiples scandales, illégalités, dénonciations, accusations, etc., dans les bornes du système. Mais le système, bloqué et emprisonné dans ses contradictions, ne semble même plus en être capable. Nous aurons donc la guerre civile washingtonienne ; on sait qu'en général l'issue d'une guerre civile est incertaine et que ses effets déstructurants sont considérables.

La source originale de cet article est Dedefensa.org
Copyright © [De Defensa](http://DeDefensa), Dedefensa.org, 2005

Articles Par : [De Defensa](http://DeDefensa)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca